



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 1494

Texte de la question

INSÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Dino Cinieri, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Dino Cinieri. Monsieur le ministre de l'intérieur, madame la garde des sceaux, je pense que vous n'avez pas compris la question de mon collègue, aussi vais-je la répéter. Le 18 décembre dernier, lors de son audition devant la commission de lutte contre l'insécurité, le général Soubelet, numéro trois de la gendarmerie, a déploré que les délinquants « profitent du système » et qu'ils soient mieux protégés que les victimes. (« *Bien sûr !* » *sur les bancs du groupe UMP.*) Les mesures que vous mettez en place aggravent la récidive et favorisent le sentiment d'impunité. Quelle naïveté, monsieur le ministre, quelle inconséquence de penser que libérer les délinquants et vider les prisons va rendre notre pays plus sûr !

M. Marc Le Fur. Très bien !

M. Dino Cinieri. Quand on sait que 65 % des cambrioleurs interpellés dans les Bouches-du-Rhône en novembre 2013 sont dans la nature deux mois après, on peut légitimement douter des capacités de ce Gouvernement à assurer la sécurité de nos concitoyens !

Au lieu de vous attaquer aux délinquants, vous stigmatisez les policiers et les gendarmes qui doivent désormais porter un matricule à sept chiffres. Cette mesure risque d'être un facteur de déstabilisation des policiers, notamment dans les quartiers sensibles où l'on déplore une montée des violences contre les forces de l'ordre. Dans une période budgétaire tendue, est-il vraiment nécessaire de dépenser des centaines de milliers d'euros pour fabriquer et distribuer des matricules ? Cet argent ne devrait-il pas être utilisé pour moderniser les véhicules qui affichent plus de 200 000 kilomètres au compteur ou pour rénover les commissariats délabrés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Nos policiers et nos gendarmes exercent un métier difficile et dangereux. De nombreuses contraintes pèsent déjà sur eux car ils appartiennent à l'administration la plus contrôlée de France. Ils rendent déjà des comptes et quand ils fautent, ils sont sanctionnés. Vous déclarez ne tolérer aucun manquement au port du matricule. On préférerait que vous n'ayez aucune tolérance pour les délinquants ou les profanateurs de lieux de culte ! Monsieur le ministre, cessez de stigmatiser les forces de l'ordre, revenez sur cette mesure inutilement vexatoire et employez enfin votre énergie à faire baisser les chiffres de la délinquance ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le

député Dino Ciniéri, ceux qui ont stigmatisé la police et la gendarmerie sont ceux qui ont supprimé en cinq ans 13 700 postes de policiers et de gendarmes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Ceux qui ont stigmatisé la police et la gendarmerie sont ceux qui ont réduit le budget de fonctionnement et d'investissement de la police et de la gendarmerie de près de 18 % entre 2007 et 2012. C'est vous, qui êtes aujourd'hui dans l'opposition. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Pouzol. Oui, vous !

M. Manuel Valls, ministre . Ceux qui ont stigmatisé la police et la gendarmerie sont ceux qui n'ont eu de cesse d'opposer les forces de l'ordre à la justice. Ceux qui ont stigmatisé la police et la gendarmerie sont ceux qui ont créé les conditions de tension entre les forces de l'ordre et la population. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Parce que nous voulons, conformément à l'engagement du Président de la République, faire de la sécurité la priorité des Français, nous avons mis un terme aux suppressions de postes, nous remplaçons tous les départs à la retraite, nous créons 400 à 500 postes de policiers et de gendarmes par an. Même si, bien sûr, on voudrait toujours plus de moyens, vous ne pouvez nier que nous en donnons : pour la première fois, le budget de fonctionnement de la police et de la gendarmerie augmente.

J'ai visité les commissariats de Livry-Gargan et d'Aulnay il y a trois jours. Vous devriez avoir honte de l'état dans lequel vous avez laissé une grande partie des brigades de gendarmerie et des commissariats de ce pays. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP. -Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous voulons donner les moyens aux policiers et aux gendarmes d'entretenir des relations apaisées avec la population car une relation de confiance entre les citoyens et les forces de l'ordre rendra le travail de ces dernières plus efficace.

Avec Christiane Taubira, nous voulons faire en sorte que la chaîne pénale soit efficace car je vous rappelle que jusqu'à présent, ce sont vos lois qui s'appliquent, pas celles de cette majorité. La loi qui sera bientôt discutée au Parlement vise à lutter contre la récidive. Nous, nous sommes efficaces alors que vous n'avez pas été à la hauteur des préoccupations des Français ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste et sur plusieurs bancs du groupe RRDP. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Dino Ciniéri](#)

Circonscription : Loire (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1494

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [9 janvier 2014](#)